

" Semaine du Microcrédit " du 28 mars au 1er avril 2006

L'Adie organise fin mars la seconde édition de la Semaine du Microcrédit. L'occasion pour l'association de mieux faire connaître le microcrédit qui permet aux chômeurs et aux Rmistes de créer leur propre emploi. Cette année la Semaine du Microcrédit investira les quartiers en difficulté. Une semaine dans des quartiers défavorisés et des lieux publics pour faire connaître le microcrédit.

L'Adie lance du 28 mars au 1er avril la deuxième « Semaine du Microcrédit : créez votre emploi ».

Les deux premiers jours, mardi 28 et mercredi 29 mars, des forums d'information sur le microcrédit s'installeront dans des quartiers défavorisés.

Les trois jours suivants, jeudi 30, vendredi 31 mars et samedi 1er avril, les forums accueilleront les visiteurs dans une cinquantaine de lieux publics : places d'hôtels de villes, rues piétonnes, métros, bus, centres commerciaux, marchés... Outre des informations sur le microcrédit et l'Adie les forums mettront en avant le témoignage de micro-entrepreneurs financés par l'association.

Une semaine pour que l'opinion publique reconnaisse les exclus comme acteurs économiques à part entière

L'Adie finance chaque année plus de 6000 micro-entreprises créées par des personnes en difficulté. Le taux de pérennité de ces entreprises est du même ordre que la moyenne nationale : 64% sur deux ans. 16% des micro-entrepreneurs financés par l'Adie savent à peine lire, écrire, compter. Ils réussissent aussi bien que les 23% qui ont fait des études universitaires. En France, sur les 300 000 entreprises créées chaque année, près de 40% sont créées par des chômeurs.

Une semaine pour changer le regard de la société sur les quartiers défavorisés

Donner une image plus juste de la réalité des quartiers défavorisés, valoriser et libérer l'initiative économique en facilitant la création d'activités sont les défis que relève la Semaine du Microcrédit.

Une semaine pour mobiliser tous les partenaires du microcrédit

L'Adie développe son action grâce au soutien des banques, des collectivités territoriales, de l'Etat, du Fonds Social Européen et du secteur privé. La Semaine du Microcrédit permettra de consolider cette action commune et de valoriser l'appui aux chômeurs. **Une semaine organisée dans toutes les régions de France**

Plus de 70 forums sont organisés dans des lieux publics : places publiques, galeries marchandes, marchés, métros...

www.adie.org

La qualité de l'eau est de moins en moins bonne dans la plupart des régions.

Bien qu'elles soient réparties de manière inégale, les ressources en eau douce sont loin de manquer à l'échelle de notre planète. Pourtant, du fait de la mauvaise gestion, de moyens limités et des changements environnementaux, quasiment un habitant de la planète sur cinq n'a toujours pas accès à l'eau potable et 40% de la population mondiale ne disposent pas d'un service d'assainissement de base, indique le deuxième Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau.

Ce rapport, qui est publié tous les trois ans, représente l'évaluation des ressources en eau douce de la planète la plus complète à ce jour. Il a été présenté aujourd'hui à la presse, à Mexico, en amont du 4e Forum mondial de l'eau (Mexico, 16 au 22 mars). Cette édition - intitulée « L'eau, une responsabilité partagée » - met l'accent sur l'importance des modalités de gouvernance dans la gestion des ressources mondiales en eau et dans la lutte contre la pauvreté.

D'après le rapport, les systèmes de gouvernance « déterminent qui peut avoir quelle eau, quand et comment, et décident qui a droit à l'eau et aux services connexes ». Ces systèmes ne reposent pas uniquement sur les gouvernements, mais aussi sur les autorités locales, le secteur privé et la société civile. Ils régissent en outre un large éventail de questions étroitement liées à celle de l'eau, comme la santé et la sécurité alimentaire, le développement économique, l'utilisation des sols et la préservation des écosystèmes dont dépendent nos ressources en eau.

Le rapport souligne que

- Même si l'on ne cesse de réaliser des progrès importants et si « à l'échelle de la planète, les ressources en eau douce sont importantes », le Programme conjoint OMS / UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau estime que 1,1 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à des ressources suffisantes en eau potable et quelque 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à un service d'assainissement de base. Ces personnes font partie des plus pauvres au monde et plus de la moitié d'entre elles vivent en Chine ou en Inde. Si l'on continue de progresser à ce rythme, des régions telles que l'Afrique sub-saharienne n'atteindront pas l'objectif du Millénaire pour le développement qui vise à réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population n'ayant pas accès de façon durable à un

approvisionnement en eau potable. L'autre objectif qui vise à réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès à un service d'assainissement de base ne sera pas atteint à l'échelle mondiale si les tendances actuelles se confirment. Selon le rapport, la situation actuelle s'explique principalement par « les mauvaises pratiques de gestion, la corruption, l'absence d'institutions appropriées, l'inertie bureaucratique et la faiblesse des investissements dans les domaines des ressources humaines et des infrastructures physiques ».

- Une eau de mauvaise qualité joue un rôle clé dans les mauvaises conditions de vie et les grands problèmes de santé du monde. Les maladies diarrhéiques et le paludisme ont tué quelque 3,1 millions de personnes dans le monde en 2002. Quatre-vingt-dix pour cent de ces victimes étaient des enfants de moins de cinq ans. On estime que quelque 1,6 millions de vies pourraient être sauvées chaque année si l'on améliorait les conditions d'accès à l'eau potable, les services d'assainissement et l'hygiène.
- La qualité de l'eau est de moins en moins bonne dans la plupart des régions. Les chiffres montrent que le nombre d'espèces d'eau douce est en recul et que les écosystèmes d'eau douce se détériorent rapidement, souvent plus vite que les écosystèmes terrestres et marins. Le rapport souligne que le cycle hydrologique, nécessaire à la vie, ne peut se dérouler que dans un environnement sain.
- Les catastrophes naturelles sont de plus en plus nombreuses et 90 % d'entre elles sont liées à l'eau. Elles sont la conséquence d'une mauvaise utilisation des sols. La sécheresse dramatique qui progresse en Afrique de l'Est où l'on a procédé à des abattages d'arbres à très grande échelle afin de produire du charbon de bois et du bois de chauffage en est un exemple tragique. Le rapport cite également le cas du lac Tchad, en Afrique, qui a perdu près de 90 % de sa superficie depuis les années 1960, principalement à cause du surpâturage, de la déforestation et de grands projets d'irrigation non durables. Deux personnes sur cinq vivent aujourd'hui dans des zones susceptibles d'être inondées, notamment du fait de l'élévation du niveau de la mer. Les pays les plus exposés sont le Bangladesh, la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines et les petits États insulaires en développement. Le rapport insiste sur le fait que les changements climatiques ne feront qu'aggraver cette situation.
- La population mondiale aura besoin de 55 % de nourriture en plus en 2030, ce qui se traduira par un recours plus important à l'irrigation, qui représente d'ores et déjà près de 70 % de l'eau douce consommée par les hommes. La production agroalimentaire a énormément augmenté au cours des 50 dernières années, pourtant, 13 % de la population mondiale (850 millions de personnes qui vivent essentiellement en zones rurales) ne peuvent toujours pas manger à sa faim.
- En 2007, la moitié des êtres humains vivront dans des villes, petites ou grandes. En 2030, la population urbaine comprendra quasiment les deux tiers de la population mondiale, ce qui entraînera une hausse vertigineuse de la demande en eau dans les zones urbaines. On estime que 2 milliards de personnes vivront dans des bidonvilles, or c'est la population pauvre des zones urbaines qui souffre le plus de l'insuffisance des approvisionnements en eau salubre et des installations d'assainissement.
- Dans les pays en développement, plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à des formes d'énergie fiables. L'eau est une ressource cruciale en matière de production d'énergie, cette dernière étant à son tour essentielle au développement économique. L'Europe utilise 75 % de son potentiel d'énergie hydraulique, tandis que l'Afrique, dont 60 % de la population n'a pas accès à l'électricité, n'exploite que 7 % de son potentiel.
- Dans de nombreux endroits du monde, on estime que pas moins de 30 à 40 % des ressources en eau ne sont pas comptabilisées à cause des raccordements illégaux et des fuites dans les canalisations et les canaux.
- Bien que l'on ne dispose pas de chiffres précis, on estime que la corruption coûte chaque année des millions de dollars au secteur de l'eau et qu'elle nuit fortement à l'approvisionnement en eau, en particulier à destination des plus pauvres. Ainsi le rapport cite les résultats d'une enquête menée en Inde selon laquelle 41 % des personnes interrogées avaient payé plus d'un pot de vin au cours des six mois précédents afin de falsifier leurs relevés de consommation en eau ; 30 % d'entre elles avaient payé pour accélérer la réalisation de travaux de réparation et 12 % d'entre elles avaient payé pour accélérer la réalisation de travaux de raccordement et l'installation de systèmes d'assainissement.

Le Plan de mise en oeuvre de Johannesburg, adopté par les États membres lors du Sommet mondial pour le développement durable (2002), prend acte du rôle capital que joue l'eau douce dans les domaines de la sécurité et du développement humains et invite les pays à élaborer des plans de gestion intégrée des ressources en eau et de valorisation de l'eau d'ici à 2005. Le rapport indique qu'environ 12 % des pays seulement ont accompli ce travail jusqu'à présent, bien que nombre d'autres aient enclenché un processus dans ce sens.

On constate en outre que les crédits alloués à l'eau ne progressent pas. D'après le rapport, l'aide publique au développement (APD) totale consacrée au secteur de l'eau au cours de ces dernières

années s'élève en moyenne à 3 milliards de dollars par an, à laquelle on peut ajouter 1,5 milliards de dollars accordés au secteur sous forme de prêts non concessionnels, principalement par la Banque mondiale. Cependant, seul un faible pourcentage (12 %) de ces fonds parvient effectivement à ceux qui en ont le plus besoin. Enfin, seuls 10 % environ des crédits sont alloués à l'élaboration de politiques, à la planification et à la conception de programmes en matière de gestion de l'eau.

De plus, les investissements du secteur privé dans le domaine de l'approvisionnement en eau sont en recul. Au cours des années 1990, on estime que le secteur privé a investi 25 milliards de dollars dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays en développement, principalement en Amérique latine et en Asie. Cependant, beaucoup de grandes multinationales présentes dans le secteur de l'eau ont commencé à réduire leurs activités, voire à y renoncer, à cause des risques politiques et financiers importants auxquels elles étaient exposées.

Même si les résultats atteints par le secteur privé n'ont souvent pas été à la hauteur ni des attentes des autorités des pays en développement, ni des pays donateurs, le rapport insiste sur le fait que « ce serait une erreur » de faire une croix sur l'action du secteur privé. En effet, des gouvernements en grande difficulté financière dont les réglementations sont insuffisantes « sont loin d'être bien placés pour résoudre les problèmes de mauvaise gestion des ressources en eau et d'insuffisance des services d'approvisionnement en eau » estime-t-il.

La consommation en eau s'est multipliée par six au cours du XXe siècle, alors que la population mondiale ne s'est multipliée que par trois. Notre capacité à satisfaire une demande planétaire toujours croissante, indique le rapport, dépendra d'une bonne gouvernance et d'une bonne gestion des ressources disponibles.

« Une bonne gouvernance est essentielle à la gestion de nos ressources en eau douce qui sont de plus en plus limitées. Elle est en outre indispensable à la lutte contre la pauvreté » a déclaré Koichiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. « Il n'existe pas de recette type dans ce domaine complexe et variable. Cependant, nous savons qu'une bonne gouvernance doit reposer sur des institutions adéquates, aux échelles nationale, régionale et locale, sur des cadres juridiques stables et efficaces, et sur des ressources humaines et financières suffisantes ».

Exercer une bonne gouvernance nécessite également de respecter « les libertés essentielles, comme la liberté d'expression et de droit de s'organiser » rappelle le rapport. Il souligne que « si les citoyens ne peuvent avoir accès à des informations de base relatives à la qualité de l'eau et aux réserves disponibles, ils n'ont quasiment aucune chance de pouvoir s'opposer à des aménagements hydrauliques qui nuisent à l'environnement ou de mettre les instances gouvernementales concernées devant leurs responsabilités ».

Le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau est le fruit d'un effort commun déployé par 24 agences* des Nations Unies, en partenariat avec d'autres acteurs impliqués dans la gestion des ressources en eau. Il est produit en leur nom par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau** des Nations Unies dont le secrétariat est hébergé par l'UNESCO, qui considère les ressources en eau douce comme une grande priorité. Ses 15 chapitres, élaborés par les différentes instances participantes, présentent une analyse approfondie de la situation dans toutes les régions du monde, ainsi que les statistiques, cartes et graphiques les plus récents. Le rapport comporte en outre 17 études de cas et de nombreux exemples de bonnes et de mauvaises pratiques en matière de gouvernance dans le domaine de l'eau.

www.unep.org